

## Conclusion et recommandations

### Conclusion

L'Occident et les dirigeants africains réformateurs ont plusieurs raisons d'être inquiets, malgré la complexité et l'éventail des perspectives qui façonnent la présence à long terme de la Russie sur le continent africain.

- 1. La Russie a acquis une réputation en Afrique pour son utilisation d'outils non officiels, asymétriques et extra-légaux.** Ces outils comprennent les entrepreneurs militaires privés (PMC), la technologie de désinformation et l'intégration des stratégies du Kremlin. Ces méthodes d'influence sont relativement peu coûteuses et évitent tout besoin de maintenir des partenariats diplomatiques, économiques et de sécurité traditionnelle avec les nations africaines tout en offrant au Kremlin un déni plausible. C'est un scénario gagnant-gagnant pour la Russie, mais il existe déjà de nombreux signes avant-coureurs indiquant que de telles tactiques ont des effets sociaux et politiques destructeurs tout en violant le droit international.
  
- 2. La Russie poursuit des objectifs stratégiques étroits en Afrique qui entravent la stabilité et le progrès à long terme du continent.** Alors que la politique américaine, européenne et chinoise dans la région repose sur la construction de nations fortes, stables, sûres et prospères, la politique de la Russie convient à l'insécurité et à la faiblesse de la gouvernance, malgré sa rhétorique. Les principaux objectifs stratégiques de la Russie en Afrique peuvent être réduits à gagner de l'influence, étendre sa présence géostratégique pour affronter l'Occident, établir une source de ressources naturelles et faire progresser un ordre international post-libéral. L'instabilité donne à la Russie les conditions pour renforcer ses liens avec les dirigeants africains sous prétexte de proposer des solutions à court terme et oppressives à des problèmes systémiques profonds et complexes.

Alors que le sentiment immédiat de sécurité physique et politique que le Kremlin peut offrir peut être attrayant pour certains dirigeants africains qui sont aujourd'hui submergés par

des menaces concurrentes, il est probable qu'il ne fournira que des assurances limitées et immédiates. Comme on l'a vu en Syrie et au Venezuela — où les interventions soutenues par le Kremlin pour exporter son propre modèle de gouvernance autoritaire et kleptocratique ont simplement conduit à une dépendance vis-à-vis des « paquets de soutien au régime » de la Russie, cette approche en Afrique pourrait conduire à une plus grande insécurité, à une corruption profondément ancrée et à une prolifération de la dette sur le long terme. Malgré les sondages réalisés dans les pays africains au cours de la dernière décennie, qui ont montré une forte préférence pour la démocratie et un rejet majoritaire des régimes autoritaires, ce sont ces derniers qui progresseront dans le cadre de la stratégie de Poutine pour l'Afrique<sup>1</sup>.

### **3. L'expansion de l'influence russe en Afrique menace également la stabilité de l'Europe.**

L'instabilité persistante en Afrique alimente un marché des armes en croissance constante, ce qui pourrait s'avérer bénéfique pour la Russie dans la navigation des sanctions de l'Occident. L'Angola, l'Algérie, l'Égypte et le Soudan sont les principaux destinataires des exportations d'armes russes sur le continent, mais le nombre de pays africains achetant des armes au Kremlin n'a cessé d'augmenter au cours des deux dernières décennies. La Russie a également affirmé son influence dans deux zones de conflit majeures sur le continent : la Libye et le Sahel. Lorsque combinée à l'accès de la Russie aux ports du Moyen-Orient, y compris le port syrien de Tartous, l'influence incontrôlée de la Russie en Libye et sa présence croissante au Soudan lui confère une position plus forte pour perturber les mouvements maritimes de l'OTAN en temps de crise. En sécurisant l'accès au port en Afrique le long de la mer Rouge via Port-Soudan, et avec la perspective de sécuriser l'accès au port de Tobrouk en Libye, la Russie serait en mesure de perturber le passage naval et maritime le long de la Méditerranée centrale et orientale et d'établir des aérodromes côtiers qui rendrait possible le transit mondial des avions russes — y compris les avions anti-sous-marins. Avec une plus grande influence en Libye et au Sahel, la Russie accède en outre à deux routes africaines clés de la migration et de la traite des êtres humains. Cela met la Russie dans une position plus forte pour

---

<sup>1</sup> ^ <https://afrobarometer.org/blogs/do-africans-want-democracy-and-do-they-think-theyre-getting-it>

provoquer des crises humanitaires et politiques pour l'Europe pendant les périodes d'hostilité.

#### **4. Défier la Russie en Afrique est essentiellement une bataille de visions du monde.** La

Russie poursuit la vision de Poutine d'un ordre mondial international post-libéral en Afrique, une stratégie voilée par une rhétorique anticoloniale du vieux monde et un soutien intéressé pour l'*agency* africaine. Il s'agit notamment de saper le système international fondé sur des règles et les principes de la réforme démocratique en faveur des armes contre les ressources et d'un leadership irresponsable. Les règles d'engagement de la Russie avec les dirigeants africains sont conçues pour défier les vertus de la démocratie : efficacité, équité, transparence et inclusivité. La Russie a gagné un public réceptif parmi les dirigeants africains parce qu'elle exploite de véritables craintes d'insécurité. Pour une partie de l'élite politique africaine, la démocratisation et la réforme sont devenues synonymes d'instabilité et de troubles. Il faut faire davantage pour rétablir la confiance dans la démocratie libérale et montrer comment, pour citer l'administration américaine actuelle, « défendre la liberté, promouvoir les opportunités, défendre les droits universels, respecter l'État de droit et traiter chaque personne avec dignité » peut contribuer à assurer un avenir prospère aux nations africaines.

Alors que l'Occident est confronté aux réalités de l'agression de la Russie en Europe, et que la confrontation reste inévitable dans un avenir prévisible, l'Afrique devrait être au premier plan de l'orientation stratégique plus large de l'Occident. L'Occident devrait montrer son engagement total envers les dirigeants africains dès maintenant, alors que le continent cherche des partenaires fiables qui peuvent l'aider à atteindre son potentiel et à répondre à ses besoins.

## **Recommandations : Gouvernance, société civile et économies**

L'agenda 2063 de l'Union africaine — marquant les 100 ans de la création de l'UA — est une vision d'une Afrique unifiée capable de réaliser son potentiel économique, social et politique collectif grâce à un programme « durable et efficace » de collaboration. Pour que ce rêve se réalise, un soutien approprié de la communauté internationale est nécessaire. L'objectif premier des dirigeants occidentaux et de leurs partenaires sur le continent devrait être de servir de contrepoids stabilisateur aux forces adverses, qui doivent désormais inclure la Russie.

Ce faisant, les gouvernements occidentaux devraient résister à l'impulsion de contrer l'influence russe par des tactiques similaires. Cela ne servira pas les réformistes africains, car cela ne fera qu'intensifier l'instabilité sur le terrain. Cela ne sera pas non plus dans l'intérêt des gouvernements occidentaux dont la sécurité et les intérêts économiques en Afrique sont favorisés par des partenariats à long terme avec des gouvernements stables et démocratiques. Au lieu de cela, les dirigeants occidentaux devraient s'efforcer de défendre les valeurs qui distinguent les démocraties libérales occidentales de la Russie. Cela signifie :

**Légitimité incitative :** Le simple fait de pénaliser les dirigeants qui manipulent les processus démocratiques est trop réactif et peut servir à renforcer les perceptions négatives croissantes des acteurs occidentaux traditionnels sur le continent. Pour rééquilibrer les torts causés par l'influence de la Russie, les dirigeants africains et les partenaires internationaux qui s'efforcent de faire progresser un ordre fondé sur des règles doivent prendre des mesures décisives. Au niveau le plus élémentaire, l'Occident et les autres acteurs démocratiques internationaux devraient faire un effort affirmé pour forger des partenariats diplomatiques, économiques et de sécurité plus profonde avec les pays dans lesquels les dirigeants sont arrivés au pouvoir et le restent par des moyens légitimes. Cela inclut investir dans des institutions démocratiques — et d'éviter de contourner la procédure régulière afin de saper la Russie. En outre, ceux qui ont été légitimement élus ne devraient pas avoir à choisir entre des partenaires internationaux et il est raisonnable que les dirigeants veuillent de multiples partenaires. Au lieu de cela, l'accent devrait être mis sur la création et la sécurisation d'une vision partagée de la stabilité fondée sur des

règles pour le progrès sur le continent, avec des partenariats approfondis pour mettre cela en pratique.

**Autonomiser la société civile africaine :** la politique russe dans la région est transactionnelle et se concentre entièrement sur la sécurisation des intérêts de l'élite politique en service. L'Occident devrait s'efforcer de renforcer les acteurs de la société civile africaine afin qu'ils puissent mieux demander des comptes à leurs dirigeants et contribuer activement aux programmes de réformes économiques, sociales et politiques de leurs pays. Il s'agit notamment de donner aux citoyens volontaires les moyens d'identifier et de dénoncer les fausses informations diffusées par les campagnes de désinformation russes. De même, lorsque les populations africaines protestent contre les élections truquées, la démocratie limitée et la corruption, les puissances internationales doivent les soutenir diplomatiquement.

**Accélérer les politiques africaines de transformation économique et d'industrialisation :** pendant longtemps, les économies de nombreuses économies africaines ont lutté pour se développer de manière à autonomiser la grande majorité de la population locale. En conséquence, la majeure partie de l'extrême pauvreté mondiale est concentrée en Afrique, un phénomène en augmentation depuis la pandémie. L'Afrique doit créer environ 15 millions d'emplois par an pour répondre aux besoins de sa jeunesse, de plus en plus instruite. D'ici 2034, l'Afrique comptera pour un bébé sur deux né dans le monde, soulignant le potentiel du continent en tant que futur moteur de la croissance et du progrès mondial.

Cependant, il est essentiel que le continent s'industrialise et transforme ses économies d'un modèle principalement ancré dans l'extraction des ressources naturelles à un modèle basé sur la valeur ajoutée locale, la croissance des petites et moyennes entreprises, l'innovation, la distribution de technologies et une complexité économique accrue. Les nations africaines ont besoin de véritables partenaires capables de soutenir ces stratégies d'industrialisation locale afin que des secteurs tels que l'agroalimentaire, la fabrication et les services marchands (y compris les secteurs technologiques) puissent prospérer.

Les interventions « d'extraction et d'armement » de la Russie ne répondent pas aux aspirations du peuple africain, et l'Occident a le capital, la capacité et l'expertise pour investir à grande échelle dans les industries à croissance inclusive. L'Occident devrait donc lancer un programme important, permanent et à long terme pour accélérer l'industrialisation africaine liée à la Zone de libre-échange continentale africaine. Cela devrait inclure des investissements dans les secteurs productifs et les infrastructures habilitantes, et un meilleur soutien aux gouvernements africains pour leur permettre de déployer une politique industrielle ancrée dans la collaboration public-privé et la résolution conjointe des problèmes. Cette approche devrait être mise en œuvre non seulement en réponse à Belt and Road Initiative de la Chine ou aux politiques de la Russie, mais aussi pour réaliser les immenses opportunités et renforcer la centralité d'un ordre mondial fondé sur des règles. Le « plan Marshall pour l'Afrique » de l'Allemagne, qui a marqué le passage de l'aide à l'investissement, la stratégie « Global Gateway » de l'UE, qui a promis 150 milliards d'euros à l'Afrique entre 2021 et 2027, et la International Development Finance Corporation (DFC) des États-Unis, qui a doublé sa capacité de prêt pour la porter à 60 milliards de dollars, sont autant d'exemples d'ajustements récents qui ont été effectués pour rééquilibrer la concurrence face à l'affirmation économique de la Chine et de la Russie à l'étranger.

### **Recommandations : Sécurité**

Il doit également y avoir maintenant une stratégie cohérente entre les gouvernements occidentaux et les dirigeants réformateurs africains pour trouver des alternatives aux mercenaires russes face aux menaces sécuritaires croissantes sur le continent. Cela signifie de :

**Renforcer et soutenir une architecture de sécurité africaine solide et réactive.** La stratégie « d'influence pour les armes » de la Russie vise à s'assurer des dirigeants plutôt que des États. L'Occident devrait encourager le renforcement des institutions régionales, telles que l'Union africaine, en soutenant les capacités de sécurité collective. Plutôt que de compter sur les forces internationales de maintien de la paix, les dirigeants africains devraient être en mesure de débattre et d'envoyer des forces stabilisatrices pour sécuriser les États fragiles et demander des comptes à leurs collègues dirigeants. L'Occident devrait atténuer les véritables problèmes de sécurité en fournissant un soutien diplomatique, technique et financier aux dirigeants africains. En l'absence d'un solide soutien stabilisateur, les dirigeants africains seront plus enclins à signer

des accords avec la Russie et son groupe Wagner, qui visent à enraciner l'influence russe et à compromettre une souveraineté durement gagnée. Il n'y a pas de démonstration plus claire de cela que dans la région du Sahel aujourd'hui.

**Aider les partenaires africains à combattre et perturber les campagnes de désinformation de la Russie.** La désinformation russe entretient les clivages politiques et ethniques et attise la méfiance et l'instabilité. Il faut appliquer les leçons des pays des Balkans occidentaux qui ont développé des méthodes efficaces pour contrer les activités de désinformation de la Russie. Les gouvernements occidentaux peuvent renforcer les capacités des gouvernements africains et des initiatives du secteur privé visant à perturber les campagnes de désinformation sophistiquées. À cette fin, les gouvernements occidentaux devraient aider à faciliter les efforts coordonnés entre les entreprises technologiques privées, les plateformes de médias sociaux et les agences gouvernementales. Ils devraient investir dans les jeunes talents africains qui font déjà preuve d'innovation dans les technologies numériques pour le bien public. Beaucoup de précédents et d'infrastructures ont déjà été construits pour contrer la propagande terroriste et ces capacités peuvent également être appliquées en Afrique.

---